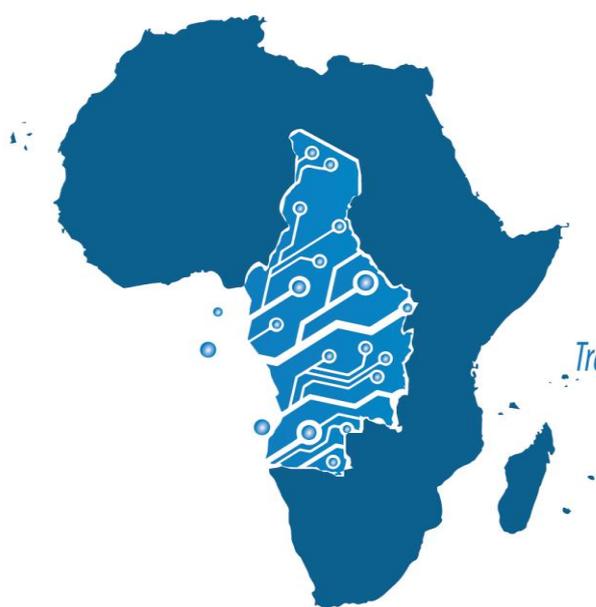




Nations Unies  
Commission économique pour l'Afrique



# CIE 2019

35ème session du Comité Intergouvernemental de Hauts  
Fonctionnaires et d'Experts pour l'Afrique Centrale (CIE)

*Transformations numériques et diversification économique  
en Afrique Centrale: enjeux, défis et opportunités*

MALABO | 23 - 27 septembre 2019

**NOTE CONCEPTUELLE**

<b>TABLE DES MATIERES</b>	<b>PAGE</b>
1 CONTEXTE.....	3
2 JUSTIFICATION .....	3
2.1 La transformation digitale c'est quoi ?.....	4
2.2 Impact sur l'emploi.....	5
2.3 Impact sur l'industrie.....	5
2.4 Qu'en est-il de l'Afrique ?.....	6
2.5 Potentiel économique du numérique .....	7
2.6 Perspective en termes de création d'emplois pour les jeunes en Afrique.....	7
2.7 Jeunesse et économie numérique en Afrique.....	8
2.8 Les défis à relever pour l'Afrique centrale.....	8
3 OBJECTIFS DE LA REUNION.....	9
4 ORGANISATION ET FORMAT DE LA REUNION .....	9
5 RESULTAT ATTENDU DE LA REUNION .....	10
6 PARTICIPANTS .....	10
7 DATE ET LIEU DE LA REUNION .....	10
8 LANGUES DE TRAVAIL .....	10

## 1 CONTEXTE

1. Le Comité intergouvernemental d'experts (CIE) est le premier organe statutaire du Bureau sous-régional pour l'Afrique Centrale de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (BSR-AC/CEA). Cet organe a été établi comme plateforme stratégique pour favoriser le dialogue et forger une collaboration et une coopération plus étroites entre les experts de haut niveau de la sous-région dans l'objectif commun d'accélérer une croissance économique inclusive et durable. Le CIE se réunit chaque année pour définir et discuter des défis socio-économiques pertinents pour la transformation économique et sociale de la sous-région et pour proposer des solutions holistiques pour les relever. Il sert également de plate-forme pour discuter de l'état de l'intégration régionale en Afrique Centrale et adopter des stratégies cohérentes visant à accélérer son rythme, en particulier dans le contexte de la Zone de libre-échange continentale (ZLEC).

2. C'est dans ce contexte que le Bureau sous-régional pour l'Afrique Centrale (BSR-AC) de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) organise sa trente-cinquième (35ème) session du Comité intergouvernemental d'experts (CIE) du 23 au 27 septembre 2019 à Malabo, République de Guinée Équatoriale. Le thème des discussions de cette année aura pour titre « Transformations numériques et diversification économique en Afrique centrale : enjeux, défis et opportunités ». Le principal point inscrit à l'ordre du jour de la session du CIE de cette année est le débat sur le rôle central que peut jouer l'économie numérique dans la diversification économique de la sous-région et la création de nouvelles opportunités de croissance économique et de création d'emplois, surtout pour sa jeunesse.

3. Le numérique ou digital a été retenu comme pilier majeur de la stratégie de diversification économique et d'industrialisation par d'un certain nombre de pays d'Afrique centrale. Cette session du CIE sera une contribution à l'opérationnalisation du Consensus de Douala adopté lors de la 33ème session du CIE qui s'est tenue au Cameroun en septembre 2017 et de la 34ème session du CIE tenue à Ndjamena en septembre 2018, portant sur le financement de l'industrialisation en Afrique centrale.

## 2 JUSTIFICATION

4. Le choix du thème de cette année a été motivé par la nature transversale de l'économie numérique qui impacte tous les secteurs économiques et sociaux du continent et parce qu'elle est à l'origine de nouveaux secteurs innovants. Internet constitue pour le continent africain une énorme ouverture sur le reste du monde et demeure un outil incontournable. L'économie numérique reste un des rares secteurs dans lesquels l'Afrique a réussi à réduire son retard par rapport aux autres pays industrialisés, et à avoir même fait preuve d'innovation mondiale, notamment dans le M-Banking. Il est admis que l'industrialisation est le principal moteur pour stimuler la croissance, la productivité, la création d'emplois et accélérer les changements sur le plan structurel. Cependant, celle-ci est vouée à l'échec si elle n'intègre pas aujourd'hui dans son modèle de fabrication, la transformation digitale. Laquelle contribuera selon la Banque mondiale, à 25% du produit intérieur brut (PIB) mondial. Si l'Afrique n'arrive pas à tirer profit de cette quatrième révolution, elle risque de continuer à être un spectateur /consommateur dans l'économie mondiale.

## 2.1 *La transformation digitale c'est quoi ?*

---

5. La transformation digitale renvoie à un changement profond de structure au sein d'un Etat ou d'une entreprise. C'est le passage d'une économie essentiellement matérielle s'appuyant sur des supports physiques (bureau, dossiers, papiers, paiements en espèce etc.) à une économie dématérialisée s'appuyant sur des échanges de données ou data (plateformes, E-commerce, base de données au serveur, monnaies virtuelles etc.). Pour faire simple, c'est le passage d'une économie traditionnelle à une économie numérique.

6. Le monde d'aujourd'hui est devenu un monde numérique qui est de plus en plus connecté. Ceci est illustré par la nature des thèmes retenus lors de plusieurs instances internationales qui ont eu lieu récemment. Par exemple, le Sommet Union Africaine/Union européenne de 2017 avait pour thème « Investir dans la création d'emplois pour la jeunesse : l'économie numérique » ; le thème du Forum économique mondial de Kigali en 2016 et 2017 était « Connecter les ressources de l'Afrique à travers la transformation numérique ». Également, sous la bannière de l'Alliance Smart Africa, le sommet Transform Africa sous le thème « Stimuler l'économie numérique de l'Afrique » s'est tenu à Kigali au Rwanda, du 14 au 17 mai 2019, et a vu la participation de Présidents et autres décideurs dans ce secteur. En plus, avec la première édition de la Conférence sous-régionale sur le développement de l'économie numérique pour les pays d'Afrique Centrale de mai 2018 tenue à Yaoundé, le Forum de Davos de 2016, les réunions du G7 et du G20 de 2018, il est évident que la révolution numérique est devenue l'un des thèmes phares des débats internationaux.

7. Les responsables aux plus hauts niveaux des Gouvernements Africains, dont les Ministres Africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) réunis à Addis Abeba en mai 2018, s'accordent sur le fait que la révolution numérique transforme la vie des citoyens et conviennent à l'unisson de l'urgence d'en mobiliser les bienfaits au service d'une prospérité et d'un développement plus inclusif et durable. A cet effet, la cinquante-deuxième session de la conférence des Ministres Africains des finances, de la planification et du développement économique de la CEA, qui s'est tenue en mars 2019 au Maroc, a eu comme thème « Politique budgétaire, commerce et secteur privé à l'ère numérique : une stratégie pour l'Afrique ».

8. Considérée comme la quatrième révolution industrielle, l'économie numérique est une nouvelle étape de la profonde réorganisation économique et sociale engagée depuis plusieurs décennies sous l'effet des technologies de l'information. Le digital est omniprésent dans notre société et produit des effets chaque jour plus sensibles ; pour s'en convaincre il suffit de noter que le nombre d'internautes est passé de 3,6 milliards en 2016 pour atteindre plus de 4,2 milliards en 2018 ou encore l'évolution du e-commerce qui a progressé de 24,8% en 2017 par rapport à 2016<sup>1</sup>. Cette quatrième révolution, avec l'utilisation croissante de technologies de pointe telles que l'impression 3D, la robotique ou encore l'intelligence artificielle, suggère que la fabrication est de plus en plus automatisée, ce qui devrait avoir un impact majeur sur le processus de fabrication à l'échelle mondiale. Une question se pose alors pour les pays d'Afrique centrale : dans leur quête de compétitivité de l'économie, comment tirer le meilleur parti des

---

<sup>1</sup> <https://www.journaldunet.com/ebusiness/le-net/1071539-nombre-d-internautes-dans-le-monde/>

nombreuses opportunités qu’offre le digital dans un environnement volatile, incertain, et complexe ?

## 2.2 *Impact sur l’emploi*

---

9. Cette implosion de l’économie classique n’est pas sans conséquence sur l’emploi, la formation et le contrat social. Selon le rapport du cabinet McKinsey & Co<sup>2</sup>, 800 millions d’emplois humains auront disparu d’ici 2030, remplacés par l’automatisation et les robots. Cette estimation, basée sur une mise en place agressive du numérique descend à 400 millions d’emplois humains de perdus sur un rythme moyen et à 10 millions d’emplois de perdus sur un rythme lent. Comme on peut le constater, la perte d’emplois liée à l’automatisation dépendra à la fois de son rythme de déploiement dans l’économie ainsi que de la croissance du marché.

10. Malgré cette perte d’emplois liée à la transformation numérique, il y aura une croissance de la demande de travail et par conséquent d’emplois nouveaux (que nous ne pouvons pas actuellement imaginer) générés directement ou indirectement dans différents domaines comme la santé, la technologie, l’énergie, les infrastructures et la construction, entre autres. Les scénarii de l’étude McKinsey & Co<sup>3</sup> estiment qu’il pourrait y avoir entre 555 millions et 890 millions d’emplois créés soit 21% à 33% des effectifs mondiaux à l’horizon 2030, soit plus que l’effet disruptif des emplois perdus.

11. De plus, la technologie elle-même a historiquement été un créateur d’emplois. Il suffit de se rappeler de l’introduction de l’ordinateur personnel dans les années 1970 et 1980 qui a créé des millions d’emplois, non seulement pour les fabricants de semi-conducteurs, mais aussi pour les logiciels et développeurs d’applications de tous types, service client représentants et analystes de l’information, entre autres.

## 2.3 *Impact sur l’industrie*

---

12. Certains pays en développement où l’industrie manufacturière est élevée, pourraient courir le risque de voir leurs emplois relocaliser vers les pays développés compte tenu de l’automatisation de ce type d’industrie à un moindre coût en local. Même si tous les métiers seront impactés par cette révolution, les plus exposés n’en demeurent pas moins les métiers manuels et répétitifs. Aux Etats Unis, déjà en 2013, on estimait que 46 % des emplois industriels manuels seraient techniquement automatisables et en Europe, selon le rapport 2014 de l’Institut Bruegel consolidé par celui du cabinet de conseil Roland Berger, 40 % des emplois risquent de disparaître pour cause d’automatisation<sup>4</sup>. Il est donc urgent de sensibiliser les acteurs d’économiques traditionnels sur le danger de voir leur existence menacée par d’autres acteurs économiques émergents et innovants, s’ils n’intègrent pas le numérique dans leur modèle économique.

13. Face au numérique, l’industrie va devoir repenser en profondeur son business-model afin de s’adapter aux nouveaux défis de cette 4ème révolution industrielle ; en effet, elle devra passer

---

<sup>2</sup> McKinsey Global Institute (2017), “Jobs lost, jobs gained: workforce transitions in a time of automation”  
<https://www.mckinsey.com/>

<sup>3</sup> Idem

<sup>4</sup> <https://cio-mag.com/transformation-digitale-quels-impacts-sur-lemploi-et-vers-quel-type-de-societe-allons-nous/>

d'un simple système de production de biens à un système de chaîne de création, de production et d'usages nouveaux en perpétuelles révolutions (voir tableau ci-dessous).

Dates	1 <sup>ère</sup> RI 1780 – 1850	2 <sup>e</sup> RI 1880 – 1950	3 <sup>e</sup> RI 1970 – 2020	4 <sup>e</sup> RI 2020 – 2050
Industries	Semi- mécanique (petits ateliers)	Mécanique (chaînes de montage) Production de masse	Techniques communicantes Informatique	Numérique
Inventions techniques majeures	Machine à vapeur Métier à tisser mécanique	Moteur à explosion Plastique	Microprocesseur Satellites ERP, CRM	Impression 3D Systèmes cyber physique Réalité virtuelle / augmentée Intelligence artificielle
Nouvelles sources d'énergie	Hydraulique Charbon	Electricité Pétrole Gaz	Nucléaire Energies renouvelables	Hydrogène
Moyens de transport	Navires à vapeur et voies navigables Locomotives et chemin de fer	Automobile et réseaux routiers Avions	Trains à grande vitesse	Véhicules autonomes
Canaux de diffusion de l'information	Télégraphe Courier Presse écrite	Téléphone Radio	Email Télévision Internet	Réseaux sociaux Cloud computing Réseaux LPWAN

Source: 2017 ADEM study Deloitte, G-SCOP and SATIE "Digital impacts in the industry, with regard to the energy and ecological transition".

Notes :

RI : Révolution industrielle

LPWAN : Low-Power Wide Area Network - Les réseaux bas débit pour l'Internet des Objets

## 2.4 Qu'en est-il de l'Afrique ?

14. Le continent est aujourd'hui doté d'un très fort potentiel, tant en termes de nombre d'utilisateurs que d'accès aux offres les plus innovantes. C'est par ailleurs pour répondre à de nouvelles habitudes de consommation, ainsi qu'à un besoin de réactivité et d'interconnectivité qu'un certain nombre d'acteurs économiques et politiques ont investi dans cette économie depuis quelques années. La transformation digitale à travers l'utilisation du mobile et internet aura donc un rôle essentiel à jouer dans cette croissance qui a déjà commencé dans certains pays.

15. On peut citer le cas du Kenya, qui a permis à la société Safaricom (à travers son outils M-PESA) de devenir le leader mondial du Mobile Banking avec plus de 2,5 millions de transactions par jour, et une meilleure lisibilité de ces transactions avec factures, une traçabilité et donc lutte contre la corruption. Ce dispositif a permis aux populations urbaines comme rurales de pouvoir disposer de leur argent tout en étant mobile. En seulement 10 ans, M-PESA, en 2017, a réalisé près de la moitié du PIB total du Kenya en utilisant le système d'argent mobile. Aujourd'hui, il est plus facile de payer un taxi en utilisant son téléphone portable à Nairobi qu'à New York. Nombre d'experts pensent que ce système est une solution crédible pour l'inclusion financière.

16. Un autre domaine où la transformation digitale pourrait contribuer significativement à l'essor économique est celui de l'agriculture qui emploie environ 70 % de la population du

continent. D'après un rapport de la Banque Mondiale<sup>5</sup> le triplement de la valeur du secteur créerait des emplois supplémentaires et participerait significativement à l'éradication de la pauvreté pour des millions de personnes. Les nouvelles technologies joueraient un rôle significatif pour le développement de l'agriculture à chaque stade clé de son processus dans le continent africain.

## 2.5 *Potentiel économique du numérique*

---

17. La révolution numérique sur le continent africain n'en est qu'à ses débuts. Même si les grands opérateurs télécoms et les géants de l'Internet s'y intéressent particulièrement, aucune entreprise n'y a encore de position dominante, ce qui ouvre de nombreuses opportunités pour tous les acteurs du numérique, aux grandes entreprises traditionnelles et aux start-ups. Ainsi, Jumia, Afrimark et ou encore M-Kopa sont de premiers exemples de succès africains et font figure de pionniers pour une nouvelle génération d'entrepreneurs africains.

18. L'économie du continent est de plus en plus impactée par la numérisation et de différentes façons par l'utilisation du Big Data, le traitement des données à grande échelle, l'intelligence artificielle (IA) et l'impression en trois dimensions (3D). En effet, de vastes séries de données sont relevées dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, afin d'exploiter les caractéristiques du sol pour en déterminer les besoins en engrais, dans un but d'optimisation de la productivité. On pourrait également citer le cas de la Tanzanie, où des bouteilles en plastique sont recyclées pour fabriquer des prothèses 3D, ainsi que l'utilisation par des firmes multinationales installées sur le continent de solutions d'intelligence artificielle pour relever certains défis du développement, notamment dans des domaines tels que l'agriculture, les soins de santé, l'éducation, l'énergie et l'eau.

## 2.6 *Perspective en termes de création d'emplois pour les jeunes en Afrique*

---

19. En termes de création d'emplois sur le continent, une étude de la Banque africaine de développement indique que les entreprises qui intègrent les technologies numériques à leurs pratiques créeront des emplois et stimuleront les bénéfices. En 2016, elle estimait que deux millions d'emplois seraient créés dans le secteur des TIC en Afrique d'ici à 2021, ouvrant ainsi des opportunités d'emplois pour les analystes-programmeurs, les professionnels des réseaux informatiques et les administrateurs systèmes et des bases de données<sup>6</sup>.

20. De son côté, la Banque mondiale, évoque également la possibilité de création de millions d'emplois dans le secteur tournée vers les jeunes du continent, qui représentent 60% des chômeurs africains et sont deux fois plus affectés par le chômage que les adultes<sup>7</sup>.

---

<sup>5</sup> World Bank (2016), "ICT Use, Innovation, and Productivity: Evidence from Sub-Saharan Africa". Policy Research Working Paper; No. 7868. World Bank, Washington, DC. © World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/25313>

<sup>6</sup> <https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/d%C3%A9cembre-2017-mars-2018/la-r%C3%A9volution-num%C3%A9rique-est-porteuse-de-belles-promesses>

<sup>7</sup> Idem

## 2.7 *Jeunesse et économie numérique en Afrique*

---

21. L'Afrique a la plus jeune population mondiale avec plus de 70% des africains (soit plus de 700 millions de personnes) qui sont âgés de moins de 30 ans. Sa jeunesse créative, talentueuse et pleine d'énergie offre un grand potentiel pour mener cette révolution numérique ; elle est aussi la clé de la prospérité future du continent. Cependant, elle ne possède ni les compétences, les expériences et le cadre nécessaires pour accéder aux possibilités d'emplois et d'entrepreneuriats disponibles dans ce secteur. Pour accroître l'impact de la numérisation sur le développement, il est essentiel que les pays africains développent des compétences complémentaires. Devenir prêt pour l'avenir implique la révision et la réorientation des programmes d'études dans les établissements d'enseignement africains autour de matières scientifiques, technologiques, d'ingénierie et de mathématiques (STEM). Une attention particulière doit être accordée à l'enseignement et à la formation techniques et professionnelles, avec une collaboration plus étroite entre les secteurs public et privé. Il est essentiel que la jeunesse africaine puisse disposer non seulement de compétences numériques suffisantes, mais aussi d'un environnement propice pour devenir un acteur majeur contributeur dans les domaines de l'entrepreneuriat et de l'innovation afin d'accélérer la diversification économique du continent.

## 2.8 *Les défis à relever pour l'Afrique centrale*

---

22. Pour participer à l'économie numérique, l'Afrique doit assurer un accès généralisé et peu coûteux à l'internet. Or, la région est loin d'être entièrement reliée aux infrastructures haut débit. Vingt-et-un des 25 pays les moins connectés du monde appartiennent au continent africain, où 22 % seulement de la population a accès à l'internet.

23. L'Afrique centrale est l'une des régions d'Afrique la moins connectée au monde. En effet, selon le rapport « 2018 Global Digital Report », la sous-région enregistre le plus faible taux de pénétration internet avec seulement 12%, derrière l'Afrique du Nord avec 49%, l'Afrique de l'Ouest avec 39% et l'Afrique de l'Est avec 27% de taux de pénétration d'Internet<sup>8</sup>.

24. De plus, la sous-région se heurte encore à des difficultés majeures telles que le manque d'infrastructures large bande fiables et sécurisées 24 heures sur 24h, un écart de compétences en TIC, et la faiblesse des capacités institutionnelles pour soutenir les entreprises innovantes.

25. Cet environnement limite également le développement de l'inclusion financière numérique qui consiste à exploiter le formidable potentiel des solutions numériques (bourse de valeurs, fintech, épargne privée...) tout en garantissant la protection des consommateurs et la stabilité du système financier. Les potentiels de plus-values générées par ces institutions/investisseurs pourraient servir à financer une partie de l'industrialisation de la sous-région, des startups, des entrepreneurs du numérique, entre autres.

26. Nonobstant cette situation, un certain nombre de pays de la sous-région se sont dotés d'une stratégie de développement de l'économie numérique. L'un des principaux obstacles dans la mise en œuvre de ces plans est le manque de financement, qui pour certains pays obère davantage le retard accumulé depuis plusieurs années dans la transformation de leur économie classique vers une économie numérique.

---

<sup>8</sup> <https://digitalreport.wearesocial.com/>

27. Le cas du Rwanda doit inspirer les autres pays de la sous-région dans le développement des TIC au profit de l'économie et de l'inclusion sociale. En effet, il a su se hisser au rang des pays les mieux classés en Afrique dans l'économie digitale et est considéré comme un modèle économique pour le reste du continent.

### 3 OBJECTIFS DE LA REUNION

28. L'objectif principal de la trente-cinquième session du CIE est d'examiner les voies et moyens de mieux prendre en compte l'économie numérique dans les stratégies de diversification économique de la sous-région afin d'en accélérer la transformation structurelle et de fédérer les efforts de l'ensemble des réalisations des pays d'Afrique centrale en matière du numérique, ce pour mettre en place un écosystème numérique intégré.

29. Les objectifs spécifiques de la session sont les suivants :

- Dresser un état des lieux de l'économie numérique dans chaque pays de la sous-région ;
- Sensibiliser sur les opportunités d'intégrer l'économie numérique dans les stratégies de diversification économique de la sous-région ;
- Mettre en exergue les atouts de l'économie numérique de la sous-région, y compris les innovations des startups ;
- Identifier les opportunités et défis pour la mise en place d'un écosystème numérique pertinent et durable au niveau sous-régional ;
- Formuler des recommandations pour renforcer l'économie numérique dans la sous-région, en prenant compte des opportunités et défis identifiés ;
- Identifier les principales sources de financement des projets de développement de l'économie numérique dans la sous-région ;
- Fédérer les bailleurs au financement des projets de développement de l'économie numérique dans la sous-région.

30. Les participants à la session du CIE auront également l'occasion d'examiner les questions statutaires relatives au fonctionnement du BSR-AC : (i) le rapport d'activités de la CEA/BSR-AC pour la période 2018 et 2019 ; (ii) le rapport sur l'état d'avancement des programmes régionaux et internationaux et d'autres initiatives spéciales dans la sous-région ; (iii) le rapport sur la mise en œuvre des initiatives sous-régionales en Afrique centrale.

### 4 ORGANISATION ET FORMAT DE LA REUNION

31. La session du CIE se déroulera en séances plénières et en groupes de travail autour du thème général " Transformations numériques et diversification économique en Afrique centrale : enjeux, défis et opportunités ". Elle comprendra une présentation initiale suivie de débats autour du document de base de la réunion d'experts « Transformations numériques et diversification économique en Afrique centrale : enjeux, défis et opportunités ».

32. Le deuxième aspect des discussions se déroulera en sous-groupes autour des thématiques suivantes :

- Thématique 1 : Vers des écosystèmes propices au partenariat public-privé pour la transformation numérique en Afrique centrale ;
- Thématique 2 : E-commerce et diversification économique en Afrique centrale ;
- Thématique 3 : Innovations technologiques pour la diversification économique en Afrique centrale.

## 5 RESULTAT ATTENDU DE LA REUNION

33. Le résultat attendu de la session sera un ensemble de recommandations concrètes pour aider les Etats de la sous-région à réussir la transformation numérique dont certains pays en ont fait déjà un pilier de leur stratégie de développement.

## 6 PARTICIPANTS

34. La session connaîtra la participation d'un large éventail de parties prenantes de haut niveau, dont des responsables gouvernementaux et des représentants des principaux organismes régionaux (CUA, CEMAC, CEEAC), du secteur privé de l'économie numérique, des organisations de développement bilatéraux et multilatéraux (BAD, Banque mondiale, etc.), des entités du système des Nations Unies, de la société civile et des universités.

## 7 DATE ET LIEU DE LA REUNION

35. La trente-cinquième session du CIE se tiendra à Malabo, en République de Guinée Equatoriale, du 23 au 27 septembre 2019.

## 8 LANGUES DE TRAVAIL

36. La session se déroulera en français, en portugais, en espagnol et en anglais avec interprétation simultanée.



Pour plus d'informations, prière de contacter :

**M. Laurent Guisepe D'Aronco**  
Email : [daroncoguissepe@un.org](mailto:daroncoguissepe@un.org)  
Tel. : (237) 670 112 133

**Mme. Semia Tapia**  
Email : [guermastapia@un.org](mailto:guermastapia@un.org)  
Tel. : (237) 680 075 014